



COORDINATION SYNDICALE DÉPARTEMENTALE CGT
DES SERVICES PUBLICS DES P.O.

**Personnels des communes – Départements – Régions – Sapeurs Pompiers – OPHLM – Préfectures et du
Secteur privé de la Thanatologie, des Eaux, des Organismes HLM**

MOTION

« Plus jamais ça »

La crise sanitaire économique et sociale liée à la pandémie du coronavirus révèle au grand jour les dangers que font peser sur les populations les politiques libérales menées à marche forcée sur l'ensemble de la planète. Cette crise ne doit donc rien au hasard !

La recherche du moins disant économique et social a conduit à cette catastrophe. Elle est due à la suppression massive des lits d'hôpitaux, de postes de fonctionnaire, à la délocalisation de notre outil de production, tout cela au nom du profit de quelques-uns au détriment du plus grand nombre.

Que fait le gouvernement pour sortir de cette crise ? Il n'adopte pas des décrets qui visent à lutter efficacement sur l'aspect sanitaire de la crise, il s'attaque aux droits des salariés de notre pays. Pour le gouvernement c'est à nous de payer cette crise :

- Vol de congés et RTT,
- Dérogation au temps de travail,
- Dérogation aux règles de renouvellement des CDD et intérim (comme s'il n'y avait pas assez de précarité dans notre Pays)
- Distribution de médailles et d'une prime exceptionnelle,
- Atteintes à nos libertés fondamentales.

Que dire sur la mise en place des plans de reprise des activités avec l'exigence de protection de la santé des personnels, alors que le simple fait de trouver un plexiglas, des masques et du gel hydroalcoolique en quantité suffisante relève du parcours du combattant. Et que dire de la reprise du travail, de la réouverture des transports en commun, des commerces non essentiels sans un dépistage systématique de toute la population ?

Que dire encore de la réouverture des écoles où le protocole sanitaire est souvent impossible à mettre en place, par manque de moyen, de personnel et qui est tout simplement une aberration dans la gestion de cette crise et n'est dictée que pour le seul but économique ?

Mais qu'est-ce que nous a révélé cette crise ? ce que la CGT revendique depuis toujours. Ce gouvernement doit reconnaître ceux qui pour lui n'étaient rien hier. Ceux dont il méprisait les revendications et réprimait durement les luttes.

Pour l'intérêt général des populations la CGT revendique :

- Une reprise d'activité seulement si tous les moyens nécessaires pour la protection de la santé des personnels sont mis en place ;
- La revalorisation du point d'indice des personnels de la Fonction Publique qui ont montré leur grande implication dans la continuité du service public dans le cadre de cette crise (même si leur implication n'est plus à prouver) et leur importance dans la gestion de cette crise ;
- La titularisation de tous les contrats précaires (contractuels, vacataires) qui sont les plus impactés par cette crise. Certains vacataires n'ont plus aucun revenu depuis le 17 mars !
- L'augmentation du taux d'emplois des aides à domicile qui sont pour la plupart sur des temps non complets imposés et en dessous des 28H, ce qui ne leur permet pas de cotiser à la CNRACL ! Elles ont largement démontré dans la période toute leur importance dans l'accompagnement des personnes les plus vulnérables !
- Le renforcement des CHSCT, qui est l'outil majeur pour la protection de la santé des travailleurs et dont les prérogatives ont été affaiblies par ce gouvernement. Pendant cette crise bon nombre d'entreprises et des collectivités ont refusé d'établir des attestations de circulation pour les représentants syndicaux, ce qui est une entrave au droit syndical.
- Des services publics de qualité en les sortant des doctrines de compétitivité et de rentabilité ;
- L'abandon de la réforme des retraites. Cette crise a prouvé que l'indexation des pensions au PIB prévue dans cette réforme est une aberration (baisse de 6% pendant la crise).
- La relocalisation de notre outil de production et la nationalisation de certains secteurs essentiels (production des masques, bouteilles à oxygènes...)
- Un autre mode de consommation plus proche des gens et dans le respect de la protection de la nature ;
- Un partage du travail avec le passage aux 32 heures, afin de réduire massivement le chômage qui n'a fait que s'accroître pendant cette crise.
- Une meilleure répartition des richesses et plus de justice fiscale. Depuis 1985 l'impôt sur les sociétés est passé de 50 à 25% au profit des actionnaires et au détriment des services publics (hôpital, éducation, EHPAD...)

Si aucune leçon n'est tirée de cette séquence, le monde d'après risque d'être comme avant, voire pire. La CGT fait des propositions qui correspondent aux intérêts des travailleurs et non à ceux de la finance.

Pour la CSD CGT 66

La coordinatrice Aziza ACHLOUJ

